

Offre médico-sociale

Le secteur des Ehpad repense le modèle de demain à la lueur de la crise Covid-19

Publié le 06/10/20 - 10h14

La vague épidémique donne à voir l'enjeu de transformation des Ehpad sous un jour nouveau. Assouplissement des autorisations, révision du modèle économique, architecture... Le secteur revient sur les besoins et le rôle qu'il devra endosser.

"*Nous, on ne fait plus envie.*" Face à ce triste constat dressé par [Didier Sapy, directeur de la Fnaqpa](#), les acteurs du secteur grand âge se sont interrogés une fois de plus sur les transformations à opérer pour faire des Ehpad d'aujourd'hui les "Ehpad du futur". Retour sur le débat engagé le 17 septembre dernier à l'occasion des assises nationales des Ehpad de Paris.

Régulièrement évoqué, le sujet de la transformation de l'offre des Ehpad résonne différemment avec la crise sanitaire liée au Covid-19. Portage de repas, accueil de jour itinérant, suivi à distance, coordination des acteurs de territoire... Si certaines des ambitions portées par le secteur ont pu s'accélérer, celles-ci pourraient bien s'essouffler tout aussi vite. En dehors de la période exceptionnelle caractérisée par la lutte contre le Covid-19, "*le carcan administratif est beaucoup trop lourd*", note Séverine Laboue, membre du conseil d'administration de la FHF et directrice du groupe hospitalier de Loos-Haubourdin (Nord), tout en pointant le besoin en personnel qui devra aussi être comblé pour soutenir les innovations de terrain.

Un modèle "à consolider"

"*L'Ehpad plateforme est un vrai nouveau modèle mais nous avons désormais l'occasion de faire mieux*", confirme Stéphane Corbin, directeur adjoint de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). Considérant que "*le modèle ne fonctionne pas bien*", le responsable appelle à "*le consolider*" pour lui donner la "*capacité de supporter les crises*". Au sein de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), l'analyse est partagée : "*il faut que l'on pérennise ce qui a pu se mettre en place ces derniers mois*", estime Anatole Puiseux, son sous-directeur. Comment ? "*On établirait un nouveau modèle qui pourrait se construire simplement par un nouveau cahier des charges*", poursuit Stéphane Corbin en insistant au passage sur "*le modèle de prévention très large*" que devra construire l'Ehpad de demain.

Extérieurs, barrage à l'isolement

Largement identifiée dans le cadre du plan de relance (lire notre [article](#)), la question de la modernisation des Ehpad a été abordée lors des échanges. Outre l'introduction du numérique, celle de l'architecture même des établissements. Celle-ci peut-elle sauver des vies ? Oui, estime l'architecte Pascale Richter. Partisane de la construction de lieux à même de mettre la vie au cœur de l'établissement, elle rappelle ainsi l'importance d'augmenter la surface des chambres, dont l'augmentation "*ne représente rien dans un budget de fonctionnement*". Et de s'arrêter sur un besoin flagrant identifié en période de confinement des structures : repenser l'espace extérieur de la chambre, comme les balcons, pour éviter de rompre le lien social avec la famille en cas de crise sanitaire. Et donc de limiter les syndromes de glissement.

Protéger ou accompagner ?

D'avantage enclin à lutter contre le phénomène de standardisation des Ehpad — et donc d'une construction d'un cahier des charges —, [Didier Sapy](#) alerte par ailleurs sur le risque auquel s'expose le secteur avec la crise : s'éloigner des projets d'établissement pour s'ancrer dans la gestion du risque et la sanitarisation. *"Il y aura forcément un visage à cette crise, j'ai peur qu'on y mette de la blouse blanche partout"*, grince-t-il en brandissant le dilemme qui va s'imposer aux Ehpad : protéger ou accompagner. *"Il nous va falloir faire des choix."*

Quelle que soit l'orientation prise, les regards se tournent vers le modèle économique. *"Il est grand temps de renverser l'appareil, le modèle économique n'est pas le bon"*, juge [Didier Sapy](#). Même constat de la part de Séverine Laboue : *"L'hébergement temporaire, pourquoi ça ne fonctionne pas ? Car ça ne tient pas la route financièrement et c'est la même chose pour le baluchonnage"*, poursuit-elle en appelant à moins d'expérimentations et davantage de soutenabilité financière. Autant de points entendus par les administrations : *"Il nous faudra identifier avec vous les leviers qu'il faut que l'on active"*, répond la DGCS. Assouplissement des autorisations, structuration de la coopération via la contractualisation... *"Ce sont des leviers sur lesquels nous travaillons et sur lequel nous allons travailler dans le cadre du Laroque de l'autonomie."* Et qui pourraient donc être inscrits à terme dans la future loi Grand âge et autonomie.

Agathe Moret, à Paris